

DECISION ADMINISTRATIVE N° 15- 2025

DECISION DU PRESIDENT PRISE PAR DELEGATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE REALISATION D'UNE LIGNE DE TRESORERIE POUR LE BUDGET EAU

Le Président de la Communauté de Communes du Haut Vallespir,

VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Président par le Conseil Communautaire ;

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 26 janvier 2023, qui en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales susvisé, donne délégation au Président pour toute la durée de son mandat, pour procéder dans la limite de 1 000 000 € à la réalisation de lignes de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

CONSIDERANT que la Communauté de Communes du Haut Vallespir a lancé une consultation bancaire pour le renouvellement de la ligne de trésorerie du budget eau ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la consultation, les organismes bancaires suivants ont présenté une offre de financement : La Banque Postale et La Caisse d'Epargne ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de l'examen des offres réceptionnées à cette occasion, celle émanant de La Caisse d'Epargne est apparue conforme aux objectifs et aux prescriptions techniques définis pour la collectivité. Ainsi, l'offre de La Caisse d'Epargne a pu être considérée comme économiquement avantageuse pour la collectivité.

DECIDE

Article 1^{er} : De retenir La Caisse d'Epargne sise, 254, Rue Michel Teule – BP 7330 – 34 184 Montpellier Cedex 4, pour l'ouverture de crédit de trésorerie pour le budget Eau, selon les modalités suivantes :

Ligne de trésorerie Interactive


Montant du contrat de prêt	:	200 000.00 €
Durée du contrat de prêt	:	12 mois
Taux d'intérêt	:	EURIBOR 1 SEMAINE + marge de 1.18 %
Base de calcul	:	exacte, 360 jours
Process de traitement automatique	:	tirage : crédit d'office et remboursement
débit d'office		
Demande de tirage	:	aucun montant minimum
Paie ment des intérêts	:	chaque mois par débit d'office
Frais de dossier	:	400 € prélevés en une seule fois
Commission de non utilisation	:	0.10 % de la différence entre le montant de la ligne de trésorerie et l'encours quotidien moyen périodicité identique aux intérêts.

Article 2 : De signer seul le contrat de prêt réglant les conditions de ce contrat et la (les) demande (s) de réalisation des fonds.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Responsable du Service de Gestion Comptable de Ceret sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Arles sur Tech, le 17/04/25 ,

Le Président,


Claude FERRER

